Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE11420



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Conditions d'ouverture à la concurrence du réseau ferroviaire normand

Question écrite n° 11420

Texte de la question

M. Arthur Delaporte interroge M. le ministre des transports sur les conditions de l'ouverture à la concurrence du réseau ferroviaire normand et sur les nombreuses interrogations entourant l'attribution du lot de l'étoile ferroviaire de Caen à RATP Développement. La région Normandie a voté le 13 octobre 2025 une augmentation budgétaire de 45,93 % du montant initial du marché, passé de 810 millions d'euros à 1,182 milliard d'euros et ce en pleine procédure d'appel d'offres. Les élus, les usagers et les organisations syndicales alertent sur une opacité persistante : absence d'accès aux documents essentiels, absence d'explications sur les critères d'attribution et aucune vérification indépendante de la régularité de la procédure. Surtout, l'ouverture à la concurrence fait naître une inquiétude sociale forte pour l'ensemble des salariés impliqués. Tous font face à des incertitudes sur leurs conditions de travail, la reprise de leurs qualifications, l'organisation des services, la pénibilité et la pérennité des emplois en Normandie. Les syndicats alertent notamment sur les risques pour la maintenance lourde à Caen et sur le sous-effectif déjà constaté. Dans ce contexte, il lui demande s'il va s'assurer de la conformité aux règles régissant la commande publique pour ce marché et d'assurer les garanties sociales aux salariés concernés; s'il considère conforme au droit de la commande publique une évolution de plus de 45 % du montant du marché, en cours de procédure ; s'il entend engager un contrôle indépendant de la régularité de l'appel d'offres compte tenu des éléments soulevés; quelles garanties sociales il peut apporter à l'ensemble des salariés concernés, qu'ils soient issus de la SNCF, de filiales, d'ateliers ou d'entreprises sous-traitantes; comment il entend renforcer la transparence sur les critères d'attribution et les documents de consultation; et enfin, s'il prévoit un bilan national de l'ouverture à la concurrence afin d'évaluer ses effets réels sur la cohérence du service public ferroviaire.

Données clés

• Auteur : M. Arthur Delaporte

Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE11420

• Circonscription : Calvados (2^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 11420
Rubrique : Transports ferroviaires
Ministère interrogé : <u>Transports</u>
Ministère attributaire : <u>Transports</u>

Date(s) clée(s)

• Question publiée au JO le : 2 décembre 2025, page 9683